



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Sécheresse à La Réunion

Question au Gouvernement n° 304

Texte de la question

SÉCHERESSE À LA RÉUNION

Mme la présidente . La parole est à M. Jean-Hugues Ratenon.

M. Jean-Hugues Ratenon . À La Réunion, les facteurs du désordre convergent vers l'explosion sociale, entre une crise sanitaire inévitable du fait de l'épidémie du chikungunya et la poussée très inquiétante du trafic de drogues dures, à l'origine, selon moi, de la hausse de l'insécurité et de l'instauration d'un climat d'angoisse dans les villes. D'autres facteurs de désordre sont le manque de logements et la cherté de la vie, résultats incontestables d'abus que le pouvoir parisien fait mine de ne pas voir.

Parmi les nombreuses causes du désordre, je vais m'attarder sur la pénurie d'eau. La Réunion n'échappe ni aux bouleversements climatiques ni à la pression démographique et l'eau y devient rare. Pourtant, la présidente de mon groupe, Mathilde Panot, nous avait alerté, à l'issue de son enquête parlementaire, sur les risques d'aggravation de la pénurie, notamment dans les outre-mer, et préconisé des solutions à appliquer. Mais, comme à son habitude, la Macronie a dit niet et n'a pas suivi.

Pourtant, une fois encore, nos alertes deviennent malheureusement des réalités dans nos territoires. À La Réunion, la situation est inédite : beaucoup trop de robinets sont à sec, avec tous les désagréments que cela entraîne pour les habitants et les services publics. En 2023, j'avais fait adopter un amendement prévoyant de consacrer 100 millions d'euros à un plan d'urgence pour l'accès à l'eau en outre-mer. En 2024, j'ai proposé 500 millions. Mais les recours au 49.3 de Mme Borne et de M. Barnier ont guillotiné nos justes propositions. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.)*

L'eau n'est pas une marchandise comme les autres ; elle est un bien commun et un droit fondamental. La Macronie est-elle enfin prête à agir de manière responsable ? Il le faut, car nous savons tous que, si rien n'est fait, la situation s'aggraverait d'année en année. *(Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – Mme Sandrine Rousseau applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre des outre-mer.

M. Manuel Valls, ministre d'État, ministre des outre-mer . Vous avez attiré mon attention sur la situation inédite de La Réunion, qui est touchée par la sécheresse. Inédite en raison du niveau exceptionnellement bas des précipitations depuis septembre dernier. Non seulement l'île a connu un déficit global de précipitations de 22 % par rapport aux normales mais surtout, la saison des pluies, qui débute normalement à la mi-décembre, n'a pas encore commencé. La situation est d'autant plus inédite qu'elle touche l'est de l'île, particulièrement la commune de Saint-André, alors qu'il s'agit habituellement de la partie de La Réunion la plus arrosée. *(Mme Sophia Chikirou s'exclame.)*

Ce sujet relève de la compétence des collectivités locales. C'est d'ailleurs pour cela que la communauté intercommunale Réunion Est, présidée par Patrice Selly, et la commune de Saint-André ont pris en début de semaine plusieurs mesures d'urgence. Chaque jour, 36 000 litres d'eau sont livrés à Saint-André et distribués, notamment par l'intermédiaire des centres communaux d'action sociale pour les publics vulnérables.

Compte tenu de l'impact de la situation sur la population en cette saison chaude, je puis assurer que les moyens de l'État sont mobilisés pour soutenir les communes dans la gestion de la crise. Dès le 20 janvier, le préfet a déployé à Saint-André un dispositif de la sécurité civile pour produire de l'eau potable. Enfin, un arrêté sécheresse a été signé, notamment pour prendre en compte la situation économique difficile de certains agriculteurs et maraîchers. Le préfet réunira par ailleurs dans quelques semaines une conférence régionale de l'eau associant l'ensemble des élus.

Monsieur le député, je me tiens à votre disposition pour parler des sujets que vous avez évoqués car le changement climatique, les problèmes sociaux et l'ensemble des défis de La Réunion méritent tout notre engagement.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Hugues Ratenon](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 304

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 janvier 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 janvier 2025